Annexe3

# *5. Communiquer des données détaillées et ventilées sur le nombre de plaintes déposées, d’enquêtes menées, de poursuites engagées et de peines prononcées pour des crimes motivés par la haine au cours de ces cinq dernières années. Plus précisément, les données devraient être ventilées par chef d’accusation, âge de l’auteur présumé des faits, catégorie de la cible, catégorie d’auteur présumé, sexe, région, religion et année*

**1. Remarques préliminaires – limites du champ des investigations menées**

À partir des informations enregistrées dans la banque de données du Collège des procureurs généraux, les analystes statistiques sont en mesure de donner des éléments de réponse à la demande. En effet, cette banque de données dispose de codes de prévention et codes ‘contexte’ spécifiques qui permettent de sélectionner les affaires relatives aux crimes motivés par la haine.

Les analystes statistiques du Ministère Public ont été en mesure d’extraire des informations portant sur le nombre d’affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels au cours de la période allant du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2016.

Les analystes statistiques du Ministère Public ont également été en mesure d’extraire des informations qui portent sur l’état d’avancement de ces affaires et sur les motifs de classement sans suite, situation arrêtée à la date du 8 septembre 2017 (et au 9 septembre pour les données issues du système informatique MaCH).

Enfin, l’exploitation des informations relatives aux prévenus nous permet de fournir des renseignements sur le sexe et l’âge de ces derniers. Il n’est en revanche pas possible de préciser la religion de ces derniers ni la région dont ils proviennent. Quant aux victimes, elles ne font pas l’objet d’un encodage systématique et rigoureux ce qui conduit à l’impossibilité de fournir des renseignements à leur sujet.

Avant d’examiner les données quantitatives extraites, il convient encore de formuler les observations suivantes et ce, afin de délimiter le champ des investigations menées :

1. Les données chiffrées reprises dans les tableaux ci-après ont été extraites de la banque de données du Collège des procureurs généraux, qui est alimentée par les enregistrements des sections correctionnelles des parquets près les tribunaux de première instance (système REA/TPI). Les données qui seront présentées ci-après correspondent à l’état de la banque de données au 8 septembre 2017. Précisons cependant que les parquets de Louvain, de Mons-Tournai, de Charleroi ainsi que les divisions de Turnhout et Malines du parquet d’Anvers ont démarré l’utilisation du système informatique MaCH pour l’encodage des affaires correctionnelles en remplacement du système REA/TPI. Les données enregistrées par ces parquets dans le système MaCH sont également prises en compte et correspondent à l’état de la banque de données au 9 septembre 2017.
2. Depuis la réforme du paysage judiciaire entrée en vigueur le 1er avril 2014, notre pays compte 15 parquets de « premier degré » (14 parquets + parquet fédéral). Parmi ceux-ci, 14 introduisent les affaires correctionnelles dans le système informatique REA/TPI ou MaCH. Seul le parquet d’Eupen n’enregistre pas ses dossiers dans le système informatique REA/TPI en raison de l’absence d'une version en langue allemande.
3. Les données traitées et présentées dans les tableaux afin de répondre à la présente demande ne concernent que les infractions commises par des personnes majeures. Les procédures diligentées à charge de mineurs d’âge sont traitées par la section ‘jeunesse’ des parquets. Les affaires sans prévenu connu au moment de l’extraction sont également prises en compte dans cette analyse.
4. Les systèmes informatiques REA/TPI et MaCH prévoient la possibilité d’enregistrer une prévention principale et des préventions secondaires. Les affaires comptabilisées dans les tableaux qui suivent concernent les infractions identifiées à partir des codes de prévention principale ou secondaire suivant :

* 56A : Racisme ;
* 56B : Xénophobie ;
* 56C : Discrimination, hormis les cas de discrimination raciste, xénophobe ou homophobe, ou les cas de discrimination fondée sur le sexe ou sur le handicap ;
* 56D : Discrimination fondée sur le sexe ;
* 56E : Homophobie ;
* 56F : Discrimination fondée sur le handicap.

Si plusieurs des codes exposés ci-dessus sont renseignés dans le dossier, seul le code de prévention principal sera pris en compte dans le cadre de cette analyse.

Ajoutons que le système informatique REA/TPI permettait, depuis 2006, d’enregistrer certains contextes dans lesquels l’infraction avait été commise. Dès lors, nous comptabiliserons également les affaires identifiées sur base de l’enregistrement de la mention « racisme/xénophobie » ou « homophobie » dans le champ ‘contexte’. L’utilisation de ces codes contexte a été interdite suite à l’entrée en vigueur de la circulaire COL 13/2013 qui introduit de nouveaux codes de prévention et qui privilégie l’usage d’une prévention annexe lorsqu’il s’agit, par exemple, de coups et blessures volontaires motivés par des motifs racistes[[1]](#footnote-1). Le blocage effectif de ce code contexte n’ayant eu lieu qu’au début de l’année 2014, nous présenterons aussi les affaires enregistrées sur base de ce contexte.

Depuis l’entrée en vigueur de la circulaire COL 13/2013, lorsque la mention « racisme/xénophobie » ou « homophobie » est reprise sur le procès-verbal initial, le magistrat est tenu de vérifier qu’une prévention annexe est bien renseignée dans le système informatique REA/TPI ou MaCH si cela s’avère nécessaire. Si le magistrat constate que ce n’est pas le cas, il est tenu de requérir l’ajout de cette prévention dans le système informatique REA/TPI ou MaCH. Il est dès lors vraisemblable que les données extraites soient sous estimées par rapport à la réalité des dossiers constitués si cette vérification (et l’ajout éventuel de la prévention annexe) ne s’opère pas systématiquement lorsqu’elle est requise.

Enfin, ajoutons que la mention du contexte dépend en grande partie des propos recueillis par les services de police auprès du préjudicié. En effet, si ce dernier ne mentionne pas le caractère discriminant de l’infraction, cet aspect peut ne pas apparaitre dans le traitement du dossier tout au long de la procédure (le procès-verbal sera transmis au parquet sans mention du contexte). Il est également envisageable que les victimes décident de ne pas porter plainte auprès des services de police pour les faits de discrimination dont elles ont fait l’objet.

1. Les informations extraites par les analystes statistiques du Collège des procureurs généraux sont présentées ci-après sous forme de cinq tableaux :

* Le tableau 1 dénombre par année d’entrée et par code de prévention/contexte, les dossiers relatifs aux crimes motivés par la haine entrés dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016.
* Les tableaux 2 et 3 dénombrent (par année d’entrée et selon le sexe du prévenu, puis par année d’entrée et selon la catégorie d’âge du prévenu) les prévenus impliqués dans les affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre 2012 et 2016.
* Le tableau 4 indique l’état d’avancement de ces affaires selon l’année d’entrée (situation arrêtée à la date d’extraction).
* Le tableau 5 précise pour ces mêmes affaires les motifs de classement sans suite (par année d’entrée).

Les tableaux utilisent l’affaire pénale comme unité de compte : une même affaire pouvant compter un ou plusieurs prévenus.

Mais lorsque des informations sont communiquées à l’égard des prévenus, l’unité de compte n’est plus l’affaire pénale, mais le prévenu impliqué dans l’affaire. Un prévenu impliqué dans plusieurs affaires sera compté autant de fois qu’il y a d’affaires dans lesquelles il est impliqué.

Les données de cette analyse ne donnent pas une indication de la criminalité réelle en matière de crimes motivés par la haine. En effet, elles ne reprennent que les dossiers portés à la connaissance des parquets et qui ont fait l’objet d’un encodage dans les systèmes informatiques conformément aux directives d’encodage en application.

**2. Données récoltées et leur contextualisation :**

**Tableau 1 : Nombre d’affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels de Belgique, entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016.**

**Données présentées par code de prévention/contexte et par année d’entrée (n et % en colonne).**

|  | 2012 | | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | TOTAL | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % |
| **56A - Racisme** | 714 | 78,46 | 595 | 71,86 | 826 | 77,56 | 649 | 73,50 | 604 | 71,06 | 3.388 | 74,69 |
| **56B - Xénophobie** | 17 | 1,87 | 29 | 3,50 | 31 | 2,91 | 26 | 2,94 | 22 | 2,59 | 125 | 2,76 |
| **56C - Discrimination, hormis les cas de discrimination raciste, xénophobe ou homophobe, ou les cas de discrimination fondée sur le sexe ou sur le handicap** | 142 | 15,60 | 147 | 17,75 | 106 | 9,95 | 118 | 13,36 | 126 | 14,82 | 639 | 14,09 |
| **56D - Discrimination fondée sur le sexe** | . | . | 1 | 0,12 | 5 | 0,47 | 9 | 1,02 | 28 | 3,29 | 43 | 0,95 |
| **56E - Homophobie** | . | . | 18 | 2,17 | 86 | 8,08 | 76 | 8,61 | 65 | 7,65 | 245 | 5,40 |
| **56F - Discrimination fondée sur le handicap** | . | . | 1 | 0,12 | 3 | 0,28 | 5 | 0,57 | 5 | 0,59 | 14 | 0,31 |
| **Contexte racisme/xénophobie** | 27 | 2,97 | 23 | 2,78 | 5 | 0,47 | . | . | . | . | 55 | 1,21 |
| **Contexte homophobie** | 10 | 1,10 | 14 | 1,69 | 3 | 0,28 | . | . | . | . | 27 | 0,60 |
| **TOTAL** | 910 | 100,00 | 828 | 100,00 | 1.065 | 100,00 | 883 | 100,00 | 850 | 100,00 | 4.536 | 100,00 |

*Source : banque de données du Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques.*

Le tableau 1 présente le nombre d’affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016 en répartissant les données selon l’année d’entrée de l’affaire au parquet et le code de prévention/contexte.

Il est important de préciser que si un dossier fait référence à plus d’un des codes de prévention retenu dans cette analyse, seul le code de prévention principal sera pris en compte (ex. si les code de prévention 56A et 56C sont renseignés comme code de prévention principal et secondaire dans une affaire, cette dernière sera comptabilisée dans la colonne 56A uniquement).

Au cours de la période étudiée, 4.536 dossiers sont recensés. C’est en 2014 que l’on a recensé le plus de dossiers avec 1.065 unités.

Une grande majorité des dossiers (74,69% soit 3.388 dossiers) se rapportent au code de prévention « 56A – Racisme » alors que la prévention « 56B – Xénophobie » revient dans 125 cas (2,76%).

Le code « 56C Discrimination, hormis les cas de discrimination raciste, xénophobe ou homophobe, ou les cas de discrimination fondée sur le sexe ou sur le handicap » figure quant à lui dans 639 affaires (14,09%) tandis que l’on dénombre 245 affaires d’homophobie (code 56E et code contexte « homophobie »). Les codes « 56D – Discrimination fondée sur le sexe » et « 56F – Discrimination fondée sur le handicap » sont utilisés peu fréquemment (respectivement 43 et 14 dossiers). Enfin, 72 affaires ont été encodées avec le code contexte « racisme/xénophobie » ou « homophobie ». Ces affaires font référence à d’autres codes de prévention que ceux sélectionnés dans cette étude.

Nous constatons ainsi que le nombre de dossiers relatifs au code « 56A – Racisme » a augmenté en 2014 par rapport à 2013 (de 595 unités à 826 soit une hausse de 38,82%). Néanmoins, notons que cette augmentation a été suivie par une diminution importante au cours des deux années suivantes, puisque l’on a dénombré 649 affaires de ce type enregistrées au cours de l’année 2015 et 604 en 2016. Nous ne disposons pas d’éléments d’explication quant à ces variations.

Signalons également la croissance en 2014 du nombre de dossiers relatifs au code de prévention « 56E – Homophobie » qui est passé de 18 unités en 2013 à 86 en 2014. Ce constat doit être néanmoins nuancé par le fait que ce code 56E a été introduit dans le système informatique dans le courant de l’année 2013 suite à l’entrée en vigueur de la COL 13/2013 (le 17 juin 2013). Les entrées ont par ailleurs diminué en 2015 et 2016.

Afin d’obtenir davantage d’informations sur le type de faits de discrimination, il est possible d’analyser les autres préventions ayant été encodées en tant que prévention principale ou secondaire dans les dossiers où un des codes de prévention relatifs à la discrimination (codes 56) a été utilisé. Cet encodage d’une prévention annexe figure dans les règles d’encodage dans la nouvelle circulaire COL 13/2013.

Parmi les 2.790 dossiers faisant référence à l’un de ces six codes de prévention ‘discrimination’ et enregistrés dans les parquets entre le 1er janvier 2014 (date à partir de laquelle le double encodage des préventions est requis) et le 31 décembre 2016, nous ne dénombrons que 186 cas dans lesquels une autre prévention a été renseignée. Pour 46 cas, la prévention secondaire enregistrée est un autre code 56 (dont 23 dossiers avec le code « 56B – Xénophobie »). Pour les autres affaires nous retrouvons, par exemple, pour 42 d’entre eux, la prévention « 43A – Coups & blessures volontaires » tandis que les codes de prévention « 45C – Menaces » et « 52A – Injures » apparaissent dans respectivement 24 et 17 dossiers. D’autres codes de prévention sont utilisés mais de manière très limitée. Par conséquent, bien que cela figure dans les directives d’encodage de la circulaire COL13/2013, l’enregistrement d’une prévention secondaire dans les dossiers n’est que peu suivi puisqu’il existe une majorité de dossiers (2.604 sur 2.790) où il n’est pas possible d’obtenir des précisions sur le type de fait commis.

**Tableau 2 : Nombre de prévenus impliqués dans les affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels de Belgique, entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016.**

**Données présentées selon le sexe du prévenu et l’année d’entrée (n et % en ligne).**

|  | masculin | | féminin | | inconnu/erreur | | TOTAL | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| n | % | n | % | n | % | n | % |
| **2012** | 615 | 72,10 | 228 | 26,73 | 10 | 1,17 | 853 | 100,00 |
| **2013** | 550 | 71,61 | 210 | 27,34 | 8 | 1,04 | 768 | 100,00 |
| **2014** | 742 | 75,71 | 228 | 23,27 | 10 | 1,02 | 980 | 100,00 |
| **2015** | 614 | 72,58 | 223 | 26,36 | 9 | 1,06 | 846 | 100,00 |
| **2016** | 606 | 76,13 | 176 | 22,11 | 14 | 1,76 | 796 | 100,00 |
| **TOTAL** | 3.127 | 73,70 | 1.065 | 25,10 | 51 | 1,20 | 4.243 | 100,00 |

*Source : banque de données du Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques.*

Dans le tableau 2, les données sont présentées selon l’unité de compte « prévenu » afin de connaître le nombre total de prévenus impliqués dans les affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre 2012 et 2016. Ces informations sont présentées selon le sexe du prévenu et selon l’année d’entrée de l’affaire.

Pour les 4.536 affaires recensées dans le tableau 1, nous comptabilisons 4.243 prévenus. Il est possible qu’un certain nombre d’affaires n’aient pas de prévenu impliqué identifié à la date de l’extraction. Il est également envisageable que plusieurs prévenus soient mis en cause dans une même affaire.

Parmi les prévenus identifiés, 73,70% d’entre eux sont des hommes. Ce pourcentage ne varie que peu selon les années.

**Tableau 3 : Nombre de prévenus impliqués dans les affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels de Belgique, entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016.**

**Données présentées selon la catégorie d’âge du prévenu et l’année d’entrée (n et % en ligne).**

|  | de 18 à 30 ans | | de 31 à 40 ans | | de 41 à 50 ans | | de 51 à 60 ans | | de 61 à 70 ans | | 70 ans et plus | | inconnu/erreur | | TOTAL | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % |
| **2012** | 146 | 17,12 | 138 | 16,18 | 204 | 23,92 | 192 | 22,51 | 106 | 12,43 | 56 | 6,57 | 11 | 1,29 | 853 | 100,00 |
| **2013** | 129 | 16,80 | 149 | 19,40 | 178 | 23,18 | 149 | 19,40 | 102 | 13,28 | 55 | 7,16 | 6 | 0,78 | 768 | 100,00 |
| **2014** | 154 | 15,71 | 166 | 16,94 | 222 | 22,65 | 271 | 27,65 | 109 | 11,12 | 46 | 4,69 | 12 | 1,22 | 980 | 100,00 |
| **2015** | 153 | 18,09 | 182 | 21,51 | 212 | 25,06 | 153 | 18,09 | 88 | 10,40 | 45 | 5,32 | 13 | 1,54 | 846 | 100,00 |
| **2016** | 151 | 18,97 | 155 | 19,47 | 172 | 21,61 | 171 | 21,48 | 85 | 10,68 | 42 | 5,28 | 20 | 2,51 | 796 | 100,00 |
| **TOTAL** | 733 | 17,28 | 790 | 18,62 | 988 | 23,29 | 936 | 22,06 | 490 | 11,55 | 244 | 5,75 | 62 | 1,46 | 4.243 | 100,00 |

*Source : banque de données du Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques.*

Les données sont réparties selon la catégorie d’âge à laquelle le prévenu appartient.

Parmi les 4.243 prévenus recensés, nous observons que ce sont les catégories d’âge 41-50 ans et 51-60 ans qui sont les plus représentées avec respectivement 988 et 936 unités.

Nous pouvons également constater que la proportion de prévenus repris dans les rubriques a sensiblement varié au cours des 5 années étudiées. En effet, en 2015, la catégorie des prévenus âgés de 51 à 60 ans regroupait 18,09 de l’ensemble des prévenus alors que la proportion calculée pour 2014 atteignait 27,65%. Même constat pour la catégorie 31-40 ans qui représentait 16,18% en 2012 alors que la proportion en 2015 a atteint 21,51%.

**Tableau 4 : Etat d’avancement, arrêté à la date d’extraction, des affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016. Données présentées par année d’entrée (n et % en colonne).**

|  | 2012 | | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | TOTAL | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % |
| **information** | 9 | 0,99 | 3 | 0,36 | 11 | 1,03 | 24 | 2,72 | 70 | 8,24 | 117 | 2,58 |
| **signalement de l’auteur** | 3 | 0,33 | 2 | 0,24 | 5 | 0,47 | 10 | 1,13 | 14 | 1,65 | 34 | 0,75 |
| **sans suite** | 739 | 81,21 | 681 | 82,25 | 839 | 78,78 | 692 | 78,37 | 607 | 71,41 | 3.558 | 78,44 |
| **pour disposition** | 51 | 5,60 | 64 | 7,73 | 101 | 9,48 | 63 | 7,13 | 51 | 6,00 | 330 | 7,28 |
| **probation prétorienne** | 23 | 2,53 | 20 | 2,42 | 20 | 1,88 | 15 | 1,70 | 23 | 2,71 | 101 | 2,23 |
| **sanction administrative** | . | . | . | . | 1 | 0,09 | 2 | 0,23 | . | . | 3 | 0,07 |
| **transaction** | 11 | 1,21 | 11 | 1,33 | 11 | 1,03 | 9 | 1,02 | 19 | 2,24 | 61 | 1,34 |
| **médiation pénale** | 7 | 0,77 | 8 | 0,97 | 22 | 2,07 | 9 | 1,02 | 10 | 1,18 | 56 | 1,23 |
| **instruction** | 3 | 0,33 | 3 | 0,36 | 3 | 0,28 | 2 | 0,23 | 18 | 2,12 | 29 | 0,64 |
| **chambre du conseil** | 6 | 0,66 | 6 | 0,72 | 8 | 0,75 | 10 | 1,13 | 4 | 0,47 | 34 | 0,75 |
| **citation & suite** | 56 | 6,15 | 30 | 3,62 | 43 | 4,04 | 47 | 5,32 | 33 | 3,88 | 209 | 4,61 |
| **renvoi au chef de corps** | 1 | 0,11 | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,02 |
| **inconnu/erreur** | 1 | 0,11 | . | . | 1 | 0,09 | . | . | 1 | 0,12 | 3 | 0,07 |
| **TOTAL** | 910 | 100,00 | 828 | 100,00 | 1.065 | 100,00 | 883 | 100,00 | 850 | 100,00 | 4.536 | 100,00 |

*Source : banque de données du Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques.*

Le tableau 4 indique les différents états d’avancement des affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016.

Parmi l’ensemble de ces affaires, à la date d’extraction, 3.558 (78,44%) sont classées sans suite; 330 sont envoyées pour disposition vers une autre instance (7,28%), 61 affaires se trouvent, à la date d’extraction, dans l’état d’avancement « transaction » tandis que 56 dossiers sont dans l’état d’avancement « médiation pénale ». Quant aux poursuites, 272 en font l’objet (instruction, chambre du conseil, citation & suite – 6%). Notons également que 2,58% des affaires (117 dossiers) sont toujours au stade de l’information judiciaire. Les motifs de classement sans suite sont exposés dans le tableau 5.

Depuis l’entrée en vigueur de la circulaire COL 16/2014 portant sur la loi du 12 mars 1998, relative à l’amélioration de la procédure pénale au stade de l’information et de l’instruction judiciaire, le signalement de l’auteur, la probation prétorienne et la sanction administrative sont devenus de nouveaux états d’avancement alors qu’il s’agissait précédemment de motifs de classement sans suite. Au moment de l’extraction de données, nous constatons que le signalement de l’auteur concerne 34 dossiers (0,75%), que la probation prétorienne est le dernier état d’avancement pour 101 affaires (2,33%) et qu’une sanction administrative a été appliquée dans 3 dossiers (0,07%).

Ajoutons que pour une meilleure interprétation des statistiques, il est aussi nécessaire de tenir compte de l’âge de la cohorte présentée. En effet, selon la date d’extraction, les données quantitatives exposées correspondent à des dossiers dont l’âge varie entre 8 mois (+8 jours) et 68 mois (+8 jours) à la date de l’extraction. De ce fait, certains dossiers peuvent encore évoluer vers un autre état d’avancement.

Il est également important de signaler que lorsqu’une affaire est mise à disposition d’un autre parquet/division, les analystes statistiques comptabilisent deux fois cette affaire : une fois dans le parquet/division initial et une autre dans le parquet/division destinataire, à condition que l’affaire soit rentrée dans le parquet/division initial au cours de la période de référence et qu’elle ait été mise à disposition d’un autre parquet/division au cours de cette même période.

Les affaires dont l’état d’avancement est « jonction » ont été examinées afin de ne garder que l’état d’avancement de l’affaire « mère ». Sur la période étudiée, 343 affaires ont fait l’objet d’une jonction. En cas de jonction entre deux affaires, la gestion de l’affaire-fille est opérée via l’affaire-mère. Pour cette raison, l’état d’avancement de l’affaire-fille est assimilé à celui de l’affaire-mère dans le tableau ci-dessus. Une jonction est réalisée lorsqu’un lien existe entre deux dossiers (ex. mêmes faits, même auteur, etc.).

**Tableau 5 : Nombre d’affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016 et classées sans suite à la date d’extraction. Données présentées en fonction de la catégorie de classement sans suite enregistrée et par année d’entrée (n & % en colonne).**

|  | 2012 | | 2013 | | 2014 | | 2015 | | 2016 | | TOTAL | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % |
| **Classement de nature technique** | **482** | **65,22** | **469** | **68,87** | **521** | **62,10** | **484** | **69,94** | **449** | **73,97** | **2.405** | **67,59** |
| ***absence d'infraction*** | ***73*** | ***9,88*** | ***99*** | ***14,54*** | ***92*** | ***10,97*** | ***78*** | ***11,27*** | ***74*** | ***12,19*** | ***416*** | ***11,69*** |
| ***charges insuffisantes*** | ***313*** | ***42,35*** | ***303*** | ***44,49*** | ***343*** | ***40,88*** | ***314*** | ***45,38*** | ***302*** | ***49,75*** | ***1.575*** | ***44,27*** |
| ***extinction de l'action publique*** | ***3*** | ***0,41*** | ***1*** | ***0,15*** | ***2*** | ***0,24*** | ***2*** | ***0,29*** | ***2*** | ***0,33*** | ***10*** | ***0,28*** |
| prescription | . | . | . | . | 1 | 0,12 | 1 | 0,14 | . | . | 2 | 0,06 |
| décès de l'auteur | 2 | 0,27 | 1 | 0,15 | 1 | 0,12 | 1 | 0,14 | 2 | 0,33 | 7 | 0,20 |
| désistement de plainte | 1 | 0,14 | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,03 |
| ***irrecevabilité de l'action publique*** | ***4*** | ***0,54*** | ***1*** | ***0,15*** | ***1*** | ***0,12*** | ***3*** | ***0,43*** | ***4*** | ***0,66*** | ***13*** | ***0,37*** |
| incompétence | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,14 | 2 | 0,33 | 3 | 0,08 |
| autorité de la chose jugée | 3 | 0,41 | . | . | 1 | 0,12 | 1 | 0,14 | . | . | 5 | 0,14 |
| immunité | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,14 | 1 | 0,16 | 2 | 0,06 |
| cause d'excuse absolutoire | 1 | 0,14 | 1 | 0,15 | . | . | . | . | . | . | 2 | 0,06 |
| non bis in idem | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,16 | 1 | 0,03 |
| ***auteur(s) inconnu(s)*** | ***89*** | ***12,04*** | ***65*** | ***9,54*** | ***83*** | ***9,89*** | ***87*** | ***12,57*** | ***67*** | ***11,04*** | ***391*** | ***10,99*** |
| **Classement sans suite pour motifs d'opportunité** | **257** | **34,78** | **212** | **31,13** | **317** | **37,78** | **208** | **30,06** | **157** | **25,86** | **1.151** | **32,35** |
| ***motifs propres à la nature des faits*** | ***86*** | ***11,64*** | ***72*** | ***10,57*** | ***82*** | ***9,77*** | ***85*** | ***12,28*** | ***51*** | ***8,40*** | ***376*** | ***10,57*** |
| répercussion sociale limitée | 13 | 1,76 | 7 | 1,03 | 11 | 1,31 | 11 | 1,59 | 9 | 1,48 | 51 | 1,43 |
| situation régularisée | 24 | 3,25 | 22 | 3,23 | 28 | 3,34 | 42 | 6,07 | 27 | 4,45 | 143 | 4,02 |
| infraction à caractère relationnel | 26 | 3,52 | 32 | 4,70 | 23 | 2,74 | 24 | 3,47 | 9 | 1,48 | 114 | 3,20 |
| préjudice peu important | 14 | 1,89 | 3 | 0,44 | 7 | 0,83 | 3 | 0,43 | 5 | 0,82 | 32 | 0,90 |
| dépassement du délai raisonnable | 9 | 1,22 | 8 | 1,17 | 13 | 1,55 | 5 | 0,72 | 1 | 0,16 | 36 | 1,01 |
| ***motifs propres à la personnalité de l'auteur ou de la victime*** | ***107*** | ***14,48*** | ***93*** | ***13,66*** | ***187*** | ***22,29*** | ***88*** | ***12,72*** | ***73*** | ***12,03*** | ***548*** | ***15,40*** |
| absence d'antécédents | 13 | 1,76 | 9 | 1,32 | 19 | 2,26 | 10 | 1,45 | 7 | 1,15 | 58 | 1,63 |
| faits occasionnels-circonstances spécifiques | 41 | 5,55 | 36 | 5,29 | 46 | 5,48 | 38 | 5,49 | 35 | 5,77 | 196 | 5,51 |
| jeunesse de l'auteur | . | . | . | . | 1 | 0,12 | . | . | . | . | 1 | 0,03 |
| conséquences disproportionnées-trouble social | 39 | 5,28 | 43 | 6,31 | 112 | 13,35 | 33 | 4,77 | 26 | 4,28 | 253 | 7,11 |
| comportement de la victime | 14 | 1,89 | 4 | 0,59 | 9 | 1,07 | 6 | 0,87 | 5 | 0,82 | 38 | 1,07 |
| indemnisation de la victime | . | . | 1 | 0,15 | . | . | 1 | 0,14 | . | . | 2 | 0,06 |
| ***politique criminelle*** | ***64*** | ***8,66*** | ***47*** | ***6,90*** | ***48*** | ***5,72*** | ***35*** | ***5,06*** | ***33*** | ***5,44*** | ***227*** | ***6,38*** |
| capacité d'enquête insuffisante | 10 | 1,35 | 6 | 0,88 | 8 | 0,95 | 7 | 1,01 | 12 | 1,98 | 43 | 1,21 |
| autres priorités | 54 | 7,31 | 40 | 5,87 | 40 | 4,77 | 25 | 3,61 | 13 | 2,14 | 172 | 4,83 |
| priorité à la voie civile | . | . | 1 | 0,15 | . | . | 2 | 0,29 | 4 | 0,66 | 7 | 0,20 |
| priorité à la voie disciplinaire | . | . | . | . | . | . | 1 | 0,14 | 4 | 0,66 | 5 | 0,14 |
| **Inconnu/erreur** | **.** | **.** | **.** | **.** | **1** | **0,12** | **.** | **.** | **1** | **0,16** | **2** | **0,06** |
| **TOTAL** | **739** | **100,00** | **681** | **100,00** | **839** | **100,00** | **692** | **100,00** | **607** | **100,00** | **3.558** | **100,00** |

*Source : banque de données du Collège des procureurs généraux – Analystes statistiques.*

Le tableau 5 précise les motifs des classements sans suite pour les affaires relatives aux crimes motivés par la haine entrées dans les parquets correctionnels entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2016 et classées sans suite à la date d’extraction.

Le classement sans suite constitue une renonciation provisoire aux poursuites, mettant fin à l'information. Tant que l'action publique n'est pas éteinte, l'affaire peut être rouverte.

Les parquets disposent d'une catégorisation affinée des motifs de classement sans suite qui a été formalisée et uniformisée suite à la réforme Franchimont.

Pour les 3.558 dossiers entrés au sein des parquets correctionnels de Belgique et classés sans suite au moment de l’extraction de données, nous constatons que 2.405 d’entre-eux (soit 67,59%) l’ont été pour un motif technique. Les motifs techniques sont utilisés lorsqu’un ou plusieurs éléments rendent les poursuites impossibles. C’est le cas notamment lorsqu’aucune infraction n’est constatée ou encore lorsque des preuves suffisantes n’ont pas pu être réunies. Nous constatons une prépondérance des affaires classées au motif de « charges insuffisantes » et « absence d’infraction » avec 1.575 et 416 affaires. Pour 1.151 dossiers (soit 32,35%), il est question d’un classement sans suite pour un motif d’opportunité dont le plus récurrent est celui de « conséquences disproportionnées – trouble social » (253 dossiers – 7,11%).

**Descriptif des états d’avancement**

**Information :**

Cette catégorie contient toutes les affaires qui étaient encore à l’information à la date de l’extraction.

**Signalement de l’auteur :**

Cette rubrique comprend les affaires pour lesquelles le suspect fait l’objet d’un signalement à la date de l’extraction (avant l’entrée en vigueur de la COL 16/2014, au 1er janvier 2015, cet état d’avancement était considéré comme un classement sans suite avec pour motif « signalement de l’auteur »). L’affaire conserve cet état d’avancement tant que l’auteur des faits n’a pas été retrouvé.

**Sans suite :**

Le classement sans suite constitue une renonciation provisoire aux poursuites, mettant fin à l'information. Tant que l'action publique n'est pas éteinte, l’affaire peut être rouverte.

**Pour disposition :**

Cette rubrique reprend les affaires qui, à la date de l’extraction, ont été transmises pour disposition. Pour autant qu'elles ne reviennent pas vers le parquet expéditeur, les affaires transmises pour disposition restent dans cet état pour le parquet initial. Elles peuvent donc être considérées comme clôturées pour ce parquet. Ces affaires sont rouvertes sous un autre numéro de notice auprès du parquet destinataire.

**Probation prétorienne :**

Cette rubrique reprend les affaires dans le cadre desquelles une probation prétorienne a été proposée et pour lesquelles il n’y aura pas de poursuite pénale si les conditions reprises dans la probation sont respectées par l’auteur des faits (avant l’entrée en vigueur de la COL 16/2014, au 1er janvier 2015, cet état d’avancement était considéré comme un classement sans suite avec pour motif « probation prétorienne »).

**Transaction :**

Dans cette catégorie figurent les affaires pour lesquelles une transaction a été proposée et qui sont en attente d’une décision finale (en ce compris les transactions partiellement payées), les affaires qui ont été clôturées par le paiement de la transaction et pour lesquelles l’action publique est éteinte et, enfin, les affaires pour lesquelles la transaction a été refusée mais qui, depuis lors, n’ont pas encore évolué vers un nouvel état d’avancement.

**Médiation pénale :**

Dans cette catégorie figurent les affaires pour lesquelles une médiation pénale a été proposée et qui sont en attente d’une décision finale, les affaires clôturées par le respect des conditions de la médiation et pour lesquelles l’action publique est éteinte et, enfin, les affaires pour lesquelles la médiation pénale a échoué mais qui, depuis lors, n’ont pas encore évolué vers un nouvel état d’avancement.

**Instruction :**

La rubrique instruction reprend les affaires mises à l’instruction judiciaire et qui n’ont pas encore été fixées devant la chambre du conseil en vue du règlement de la procédure.

**Chambre du conseil :**

Cette rubrique comprend les affaires depuis la phase de règlement de la procédure jusqu’au moment d’une fixation éventuelle devant le tribunal correctionnel. Les affaires dans lesquelles on a renoncé aux poursuites, conservent cet état d’avancement.

**Citation et suites :**

Cette rubrique comprend les affaires pour lesquelles une citation ou une décision postérieure à la citation a été attribuée. Il s’agit des affaires pour lesquelles une citation, une fixation devant le tribunal correctionnel, un jugement, une opposition, un appel etc. intervient.

**Inconnu/erreur :**

Cette rubrique comprend les affaires pour lesquelles il n’est pas possible d’obtenir des informations sur l’état d’avancement de l’affaire au moment de l’extraction de données.

1. Dans ce cas, l’affaire sera encodée avec les codes de prévention « 56A racisme » ainsi que « 43A – coups et blessures volontaires ». [↑](#footnote-ref-1)